

Textes relatifs à la gestion de la crise sanitaire Covid-19

Mise à jour du 12 mai 2020

SOMMAIRE

[Institutions locales](#) (fonctionnement et report du second tour)

[Mesures générales de lutte contre l'épidémie](#) (loi sur l'état d'urgence sanitaire, interdiction de déplacements, fermetures des lieux au public, réquisitions,...)

[Transports](#) (de personnes, de marchandises,...)

[Santé et hygiène](#) (gel hydro-alcooliques, masques, télémedecine, délivrance de médicament, laboratoires, personnels soignants,...)

[Social et Médico-social](#) (droits sociaux, établissements médico-sociaux)

[Finances](#) (lois de finances rectificatives, comptabilité publique, budget locaux, ...)

[Ressources humaines](#) (temps de travail, adaptation du droit du travail, rémunérations, fonctions publiques, examens, formation,...)

[Commande et contrats publics](#)

[Handicap](#)

[Délais et procédures](#)

[Juridictions et procédures contentieuses](#)

[Affaires européennes et étrangères](#)

[Etrangers](#)

[Entreprises et personnes de droit privé](#) (dispositions d'aides financières, adaptation de fonctionnement)

[Etablissements et organismes publics](#)

[Logement](#)

[Réseaux de communications](#)

[Droit funéraire](#)

[Activités maritimes](#)

[Environnement](#)

[Index des mises à jour](#)

Mise à jour du 12 mai 2020: (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

➤ **Loi**

→ [LOI n° 2020-546 du 11 mai 2020](#) prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (1)

➤ **Autres textes**

→ **Mesures générales de lutte contre l'épidémie**

[Décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#). *Ce décret abroge le n°2020-545 du 11 mai également. Il fera l'objet d'une note, ces dispositions seront intégrés dans le présent tableau ultérieurement.*

[Arrêté du 11 mai 2020](#) fixant le modèle de déclaration de déplacement hors du département et à plus de 100 kilomètres du lieu de résidence

→ **Ressources humaines**

[Décret n° 2020-549 du 11 mai 2020](#) fixant les conditions temporaires de prescription et de renouvellement des arrêts de travail par le médecin du travail

[Arrêté du 6 mai 2020](#) portant adaptation au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur et aux modalités du stage de recyclage et de formation de mise à niveau des titulaires de diplômes d'Etat dans le champ du sport délivré au nom du ministère chargé des sports, pour faire face à l'épidémie de covid-19

[Arrêté du 30 avril 2020](#) modifiant l'arrêté du 23 décembre 2019 portant reconduction globale et unilatérale de toutes les annexes financières 2019 dans la limite des quatre premiers mois de l'année 2020

[Arrêté du 30 avril 2020](#) portant modification de l'arrêté du 5 février 2020 de reconduction unilatérale de tous les avenants financiers 2019 dans la limite des quatre premiers mois de l'année 2020 pour les entreprises adaptées

→ **Santé et Hygiène**

[Arrêté du 11 mai 2020](#) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

<u>Institutions locales</u>	
Report du second tour des élections municipales et communautaires	<p>Décret n° 2020-267 du 17 mars 2020 portant report du second tour du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, initialement fixé au 22 mars 2020 par le décret n° 2019-928 du 4 septembre 2019</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-390 du 1er avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020 et à l'établissement de l'aide publique pour 2021</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-462 du 22 avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, et à l'établissement de l'aide publique pour 2021</p>
Fonctionnement des institutions locales	<p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-413 du 8 avril 2020 visant à assurer la continuité de l'exercice des fonctions exécutives locales durant l'état d'urgence sanitaire</p>
Consultation pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie	Décret n° 2020-544 du 9 mai 2020 relatif aux modalités exceptionnelles, consécutives à l'épidémie de covid-19, de révision des listes électorales spéciales en vue de la deuxième consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté
<u>Mesures générales de lutte contre l'épidémie</u>	
Lois	<p>LOI n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (1)</p> <p>LOI n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (1)</p> <p>LOI n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (rectificatif)</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-463 du 22 avril 2020 adaptant l'état d'urgence sanitaire à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna</p>
Gestes barrières et classement des départements en zone verte ou rouge	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (articles 1 et 2)</p> <p><i>Définition des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites barrières</i></p>

		<p>Classement des départements en zone verte ou rouge en fonction du nombre de passage aux urgences pour suspicion d'affection au covid-19, du taux d'occupation des lits de réanimation par des patients atteints par le covid-19 et de la capacité de réalisation des tests virologiques sur leur territoire. Le classement de ces collectivités dans l'une ou l'autre de ces zones est annexé au présent décret</p>
Déplacements	Déplacements autorisés	<p>Arrêté du 11 mai 2020 fixant le modèle de déclaration de déplacement hors du département et à plus de 100 kilomètres du lieu de résidence</p> <p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 3 à 5)</p> <p>Ce décret abroge le Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p>Déplacements maritimes et fluviaux</p> <p><i>Interdiction aux navires de croisières de faire escale dans les eaux territoriales françaises</i></p> <p><i>Possibilité pour le Préfet de limiter le nombre maximal de passagers transportés par les navires à passagers arrivant dans un port français (sauf ceux accompagnants les transports de fret)</i></p> <p>Déplacement aériens</p> <p><i>Interdiction des déplacements au départ de la Métropole vers l'Outre-Mer et la Corse, de l'Outre-Mer ou la Corse vers la Métropole, et entre l'Outre-Mer et la Corse, sauf pour un motif impérieux d'ordre personnel ou familial, un motif de santé relevant de l'urgence ou un motif professionnel ne pouvant être différé</i></p> <p><i>Possibilité pour le représentant de l'État des collectivités d'outre-mer et de Nouvelle-Calédonie, de mettre en quarantaine les personnes autorisées arrivées sur leur territoire. Les interdictions plus strictes prévues par le représentant de l'État en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française doivent être prises après avis de l'autorité compétente en matière sanitaire.</i></p> <p><i>Possibilité pour le Préfet, lorsque l'évolution de la situation sanitaire le justifie et aux seules fins de lutter contre la propagation du virus, de rétablir les restrictions de déplacements et la nécessité d'une attestation justifiant du motif autorisé de déplacement</i></p>
	Sanctions	<p>Décret n° 2020-264 du 17 mars 2020 portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population</p> <p><i>Contravention de 4ème classe en cas de non-respect du décret du 16 mars 2020 modifié</i></p> <p><i>NB : la loi du 23 mars 2020 prévoit de nouvelles sanctions applicables à toutes les mesures de lutte contre le covid19</i></p>

<p>Accès du public aux lieux et établissements</p>	<p><u>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u> (article 7, 8 et 11)</p> <p>Parcs et jardins</p> <p>→ <i>Interdiction d'accès aux parcs, jardins et espaces verts aménagés dans les zones urbaines classées rouge</i></p> <p>→ <i>Possibilité de les ouvrir en zone verte sous réserves du respect des mesures barrières et de l'interdiction de rassemblement de plus de 10 personnes</i></p> <p>→ <i>en cas d'ouverture, information par l'autorité compétente, par affichage, des mesures barrières</i></p> <p>Plages, plans d'eau et lacs</p> <p>→ <i>interdiction d'accès aux plages, plans d'eau et lacs, et interdiction des activités nautiques et de plaisance, sauf autorisation contraire du Préfet, sur proposition du Maire, sous réserves du respect des mesures barrières et de l'interdiction de rassemblement de plus de 10 personnes</i></p> <p>→ <i>en cas d'ouverture, information par l'autorité compétente, par affichage, des mesures barrières</i></p> <p>Marchés</p> <p>→ <i>Possibilité pour le Préfet, après avis du maire, d'interdire l'ouverture des marchés couverts ou non s'il n'est pas possible de garantir le respect des mesures barrières</i></p> <p>→ <i>en cas d'ouverture, information par l'autorité compétente, par affichage, des mesures barrières</i></p> <p>Établissements recevant du public</p> <p>→ <i>Ne peuvent plus accueillir du public :</i></p> <p>-au titre de la catégorie L : <i>Salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple sauf pour les salles d'audience des juridictions, les salles de ventes et pour les accueils de jour de personnes en situation de précarité et les centres sociaux ;</i></p> <p>-au titre de la catégorie N : <i>Restaurants et débits de boissons, sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter, le " room service " des restaurants et bars d'hôtels et la restauration collective sous contrat ;</i></p> <p>-au titre de la catégorie P : <i>Salles de danse et salles de jeux ;</i></p> <p>-au titre de la catégorie T : <i>Etablissements à vocation commerciale destinés à des expositions, des foires-expositions ou des salons ayant un caractère temporaire ;</i></p>
--	--

	<p>- établissements de type REF : Refuges de montagne sauf pour leurs parties faisant fonction d'abri de secours ;</p> <p>-au titre de la catégorie X : Etablissements sportifs couverts ;</p> <p>-au titre de la catégorie Y : Musées ;</p> <p>-au titre de la catégorie CTS : Chapiteaux, tentes et structures ;</p> <p>-au titre de la catégorie PA : Etablissements de plein air, à l'exception de ceux au sein desquels sont pratiquées les activités physiques et sportives autorisées par cet article (voir ci-après), ainsi que la pêche en eau douce ;</p> <p>-au titre de la catégorie R : Etablissements d'enseignement sous réserve des dispositions des articles 9 à 13 et à l'exception des centres de formation des apprentis, centres de vacances ;</p> <p>→ Ces établissements peuvent toutefois accueillir :</p> <p>- l'organisation d'épreuves de concours ou d'examens dans des conditions de nature à permettre le respect des mesures barrières.</p> <p>- les enfants scolarisés et ceux bénéficiant d'un mode d'accueil en application de l'article L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles dans des conditions identiques à celles prévues à l'article 10 ;</p> <p>→ Possibilité pour le Préfet, après avis du maire :</p> <p>- d'autoriser, l'ouverture, dans des conditions de nature à garantir le respect des mesures barrières, des musées, monuments et parcs zoologiques dont la fréquentation habituelle est essentiellement locale et dont la réouverture n'est pas susceptible de provoquer des déplacements significatifs de population.</p> <p>- d'interdire l'ouverture d'un commerce de détail ou d'un centre commercial dont la surface commerciale utile est supérieure ou égale à quarante mille mètres carrés et qui, du fait notamment de la taille du bassin de population où il est implanté et de la proximité de moyens de transport, favorise des déplacements significatifs de population. Cette interdiction ne fait pas obstacle à l'ouverture, au sein de ces centres commerciaux, des commerces de détail pour les activités relevant de la liste de l'annexe 3.</p> <p>Etablissements de culte et cérémonies funéraires</p> <p>→ interdiction de rassemblement ou de réunion au sein des établissements de culte de type V, sauf pour les cérémonies funéraires</p> <p>→ autorisation des cérémonies funéraires dans la limite de 20 personnes</p> <p>Etablissements sportifs</p> <p>→ fermeture des établissements sportifs, mais avec la possibilité, sous réserve du respect des mesures barrières et d'une distanciation sociale de 5 mètres pour une activité physique et sportive modérée et de dix mètres pour une activité physique et</p>
--	---

	<p>sportive intense, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - organiser la pratique d'activités physiques et sportives de plein air, à l'exception des sports collectifs, des sports de combat; et des activités aquatiques pratiquées dans les piscines, sans dépasser plus de dix personnes ; - de permettre aux sportifs de haut niveau et aux sportifs professionnels de pratiquer des activités physiques et sportives, sauf sport collectif et de combat, au sein des équipements sportifs des établissements relevant des types X et PA, sans limitation du nombre de personnes - organiser des épreuves pratiques des examens conduisant à l'obtention d'un diplôme conférant le titre de maître-nageur sauveteur ou à l'obtention du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique dans les piscines relevant des types X et PA, sans limitation du nombre de personnes. - permettre aux enfants scolarisés et ceux bénéficiant d'un mode d'accueil en application de l'article L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles de pratiquer des activités physiques et sportives, à l'exception des sports collectifs, de combat et des activités aquatiques en piscine, au sein des équipements sportifs du type X, sans limitation du nombre de personnes <p>Mesures générales</p> <p>→ respect des mesures sanitaires de prévention de propagation du virus si la distanciation sociale n'est pas possible entre le professionnel et le client ou l'utilisateur</p> <p>→ dans les ERP ouverts, respect par l'exploitant des mesures barrières et de la limitation de rassemblement à 10 personnes. Possibilité d'imposer le port du masque dans son établissement. Information par le gestionnaire de l'établissement, par affichage, des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières ».</p> <p>→ Le Préfet peut interdire ou restreindre les activités qui ne sont pas interdites en vertu du présent article, et peut ordonner la fermeture des établissements qui ne respectent pas les obligations définies dans le décret</p> <p>→ Possibilité pour le Préfet, lorsque l'évolution de la situation sanitaire le justifie et aux seules fins de lutter contre la propagation du virus, d'interdire à nouveau l'ouverture des catégories d'établissements fermés pendant le confinement, de fermer les marchés, d'interdire l'accès aux lieux de cultes, de fermer les équipements sportifs, de suspendre à nouveau l'accueil des enfants et des élèves, et de restreindre toutes autres activités.(article 25)</p>
Interdiction de rassemblement	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 6)</p> <p>Ce décret abroge le Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 7)</p> <p>→ Interdiction de tout rassemblement, réunion ou activité à un titre autre que professionnel sur la voie publique ou dans un</p>

	<p><i>lieu public, de plus de dix personnes (sauf dans le cadre des transports publics)</i></p> <p>→ <i>Respect des mesures barrières pour les rassemblements autorisés</i></p> <p>→ <i>Pas plus de 10 personnes dans les ERP ouvert au public et respect des mesures barrières</i></p> <p>→ <i>Possibilité pour le Préfet de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>maintenir les rassemblements, réunions ou activités indispensables à la continuité de la vie de la Nation par des mesures réglementaires ou individuelles prises par le Préfet, sauf lorsque les circonstances locales s'y opposent.</i> - <i>d'interdire ou de restreindre, par des mesures réglementaires ou individuelles, les rassemblements, réunions ou activités de moins de 10 personnes lorsque les circonstances locales l'exigent.</i>
Fermetures des établissements d'accueil des enfants, élèves et étudiants	<p><u>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u> (article 8 à 13)</p> <p>Ce décret abroge le <u>Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u> (article 9 et 10)</p> <p>→ <i>information des usagers par le gestionnaire de l'établissement, par affichage, des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières ».</i></p> <p>Accueil des enfants hors scolaires (jeunes enfants et vacances)</p> <p>→ <i>les établissements et services d'accueil du jeune enfant mentionnés à l'<u>article R. 2324-17 du code de la santé publique</u> ainsi que dans les maisons d'assistants maternels par groupe autonome de 10 enfants maximum (avec adaptation des mesures d'encadrement). Un accueil des enfants de moins de 3 ans des personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire est assuré dans ces établissements</i></p> <p>→ <i>interdiction de rassemblement des professionnels en présence des enfants dans les RAM et les crèches familiales</i></p> <p>→ <i>respect des mesures sanitaires de prévention de propagation du virus, avec notamment port du masque obligatoire pour les professionnels présents auprès des enfants</i></p> <p>→ <i>suspension de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>l'accueil avec hébergement des usagers des structures mentionnées aux <u>I et III de l'article R. 227-1 du code de l'action sociale et des familles</u> et au <u>troisième alinéa de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique</u> (centre de vacances) sauf pour les enfants de moins de 16 ans des personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire est assuré dans ces établissements, avec port du masque obligatoire pour toute personne de onze ans et plus</i> - <i>certaines activités de scoutisme et d'un certain nombre d'activités physiques autorisées dans les centres de vacances</i>

		<p>Accueil des élèves et périscolaire :</p> <p>→ A compter du 11 mai 2020, dans les écoles maternelles et élémentaires ainsi que les classes correspondantes des établissements d'enseignement privés, et dans les groupements d'établissements scolaires et dans les centres de formation d'apprentis</p> <p>→ respect des mesures et des conditions de prévention de propagation du virus</p> <p>→ port du masque obligatoire pour les personnels des établissements en présence des élèves, et pour les élèves de maternelle et de primaire qui présentent des symptômes du virus jusqu'à leur prise en charge hors de l'école.</p> <p>→ accueil des enfants de 3 à 16 ans des personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire et à la continuité de la vie de la Nation.</p> <p>Accueil dans l'enseignement supérieur :</p> <p>→ accueil aux seules fins de permettre l'accès aux services universitaires et interuniversitaires de médecine préventive et de promotion de la santé</p>
Réquisitions	Masques	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 16)</p> <p>abrogeant le Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 12)</p> <p><i>Réquisition de masques auprès des personnes morales de droit public et de droit privé</i></p> <p><i>Possibilité pour le Préfet de réquisitionner les matières premières pour la fabrication de masques</i></p>
	Etablissements de santé et médico-social / professionnel de santé	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 16)</p> <p>abrogeant le Décret n° 2020-337 du 26 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Possibilité pour Préfet de réquisitionner tout établissement de santé, tout établissement médico-social et tout professionnel de santé</i></p>
	Aéronefs civils	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 16)</p>

	<p>abrogeant le Décret n° 2020-344 du 27 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Possibilité pour le ministre de la santé de réquisitionner les aéronefs civils et les personnes nécessaires à leur fonctionnement pour l'acheminement de produits de santé et d'équipements de protection individuelle nécessaires pour faire face à la crise sanitaire</i></p>
Autres établissements	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 16)</p> <p>abrogeant le Décret n° 2020-360 du 28 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Possibilité pour le Préfet de réquisitionner tout établissement excepté ceux des catégories, N (Restaurants et débits de boissons), V (Etablissements de cultes), EF (Etablissements flottants), REF (Refuges de montagne), lorsque nécessaire pour répondre aux besoins d'hébergement ou d'entreposage résultant de la crise sanitaire</i></p>
Opérations funéraires	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 16)</p> <p>abrogeant le Décret n° 2020-384 du 1er avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Possibilité pour le Préfet de réquisitionner tout opérateur participant au service extérieur des pompes funèbres ainsi que de tout bien, service ou personne nécessaire à l'exercice de l'activité de ces opérateurs.</i></p>
Agences de santé publique	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 16)</p> <p>abrogeant le Décret n° 2020-384 du 1er avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Possibilité pour le Préfet de réquisitionner tout bien, service ou personne nécessaire au fonctionnement des agences régionales de santé ainsi que des agences chargées, au niveau national, de la protection de la santé publique, notamment l'Agence nationale du médicament et des produits de santé et l'Agence nationale de santé publique</i></p>
Laboratoires	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 16)</p> <p>abrogeant le Décret n° 2020-400 du 5 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p>

		<i>Possibilité pour le Préfet de réquisitionner tout laboratoire d'analyses pouvant réaliser des examens de détection du covid-19</i>
Pouvoirs du Préfet de police à Paris		Décret n° 2020-350 du 27 mars 2020 relatif aux compétences du préfet de police en cas de menaces et crises sanitaires graves
Données à caractère personnel		<p>Arrêté du 21 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Autorisation de transmission de données à caractère personnel à la CNAM et au GIP « plateforme des données de santé »</i></p> <p>Arrêté du 17 avril 2020 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel afin d'évaluer et d'organiser les besoins en termes de quarantaine des étudiants ultramarins en mobilité dans l'Hexagone dans la perspective de leur retour sur leur territoire</p> <p>Arrêté du 22 avril 2020 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel afin de permettre aux personnes habituellement domiciliées en outre-mer, confinées et isolées dans l'Hexagone, de disposer d'un réseau d'entraide et de solidarité pendant l'épidémie de covid-19</p>
Sanctions		<p>Décret n° 2020-357 du 28 mars 2020 relatif à la forfaitisation de la contravention de la 5e classe réprimant la violation des mesures édictées en cas de menace sanitaire grave et de déclaration de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Les contraventions de 5ème classe, applicables en cas de commission de deux infractions aux mesures prévues en 15 jours, sont fixées à 200 euros</i></p>
<u>Transports</u>		
Transports de patients		<p>Arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 9)</p> <p>modifié par Arrêté du 14 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Possibilité d'utiliser les moyens de l'armée pour transporter tout patient atteint du Covid-19</i></p> <p>Cet arrêté abroge l'Arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 (Chapitre 3 article 7bis et suivants)</p>
Transport de personnes	Maritime et fluvial (hors AOM)	Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 3)

		<p>Ce décret abroge le Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 6)</p> <p><i>Dans tout navire à passagers, hors ceux gérés par une AOM :</i></p> <p>→ <i>Port du masques obligatoire pour toute personne de plus de onze, y compris dans les espaces d'attente. Cette obligation ne s'applique pas au passager qui reste dans son véhicule embarqué à bord du navire ou du bateau.</i></p> <p>→ <i>Organisation par le transporteur ou l'exploitant des modalités de circulation des personnes présentes dans les espaces d'attentes ou souhaitant accéder à ces espaces.</i></p> <p>→ <i>Possibilité pour le transporteur maritime ou fluvial de demander au passager de présenter, avant son embarquement, une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19. A défaut, l'accès peut lui être refusé et il peut être reconduit à l'extérieur des espaces concernés.</i></p> <p>→ <i>Le transporteur maritime ou fluvial de passagers informe les passagers par un affichage à bord et des annonces sonores des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières ».</i></p> <p>→ <i>Accès obligatoire à un point d'eau et de savon ou à un distributeur de gel hydro-alcoolique pour les passagers.</i></p>
	Aérien	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 4)</p> <p>→ <i>Présentation par tout passager, avant son embarquement, d'une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne présente pas de symptôme d'infection au covid-19. A défaut de présentation de ces documents, l'embarquement est refusé</i></p> <p>→ <i>Possibilité de refuser l'embarquement aux passagers qui ont refusé de se soumettre à un contrôle de température.</i></p> <p>→ <i>Information des passagers par l'exploitant d'aéroport et le transporteur aérien par un affichage en aérogare, une information à bord des aéronefs et par des annonces sonores des mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites « barrières ».</i></p> <p><i>Accès obligatoire à un point d'eau et de savon ou à un distributeur de gel hydro-alcoolique pour les passagers.</i></p> <p>→ <i>Port du masques obligatoires pour toute personne de onze ans ou plus dans les espaces accessibles aux passagers des aérogares, les véhicules réservés aux transferts des passagers ou les aéronefs effectuant du transport public à destination, en provenance ou à l'intérieur du territoire national. A défaut, l'accès est refusé.</i></p>
	Transports collectifs publics de voyageurs et scolaires	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 5)</p> <p>Transports publics (hors scolaires)</p> <p>→ <i>Organisation du niveau de service de transports, des modalités de circulation dans les véhicules et des adaptations des équipements de nature à permettre le respect des mesures barrières par l'AOM, en concertation avec les CT, les employeurs, les associations d'usagers et les exploitants du service de transports</i></p>

		<p>→ <i>Port du masque obligatoire pour toute personne de onze ans ou plus, dans les véhicules, dans les espaces accessibles au public et affectés au transport public collectif de voyageurs, y compris aux arrêts et stations desservis. A défaut l'accès est refusé.</i></p> <p>→ <i>Port du masque obligatoire pour le conducteur du véhicule et tout agent de l'exploitant s'il est en contact avec le public (non applicable s'il est séparé par une paroi)</i></p> <p>→ <i>Information par tout opérateur de transport public collectif de voyageurs routier par autocar ou autobus, ou guidé ou ferroviaire, par annonce sonore et par affichage dans les espaces accessibles au public et affectés au transport public de voyageurs et à bord de chaque véhicule ou matériel roulant, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale dites « barrières ».</i></p> <p>→ <i>Accès obligatoire à un point d'eau et de savon ou à un distributeur de gel hydro-alcoolique pour les voyageurs.</i></p> <p>Transports scolaires</p> <p>→ <i>Port du masque obligatoire pour tout usager de onze ans ou plus, ainsi que les accompagnateurs présents dans le véhicule. A défaut l'accès est refusé.</i></p>
	Ferroviaires et routiers hors AOM	<p><u>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u> (article 5)</p> <p>→ <i>Réservations obligatoires et limitées à 60 % de la capacité maximale des trains et des cars pour les trajets dépassant le périmètre d'une région</i></p>
	Transport particulier de personnes, publics ou privés et covoiturage	<p><u>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u> (article 5)</p> <p>→ <i>affichage dans le véhicule rappelant les mesures d'hygiène et de distanciation sociale dites « barrières » visible des passagers</i></p> <p>→ <i>interdiction aux passagers de s'asseoir à côté du conducteur, et un seul passager admis (sauf si le conducteur est séparé des passagers par une paroi, plusieurs passagers du même foyer ou des élèves en situation de handicap, peuvent être admis)</i></p> <p>→ <i>port du masque obligatoire pour tout passager de onze ans ou plus et pour le conducteur, sauf si séparé des passagers par une paroi. A défaut l'accès est refusé</i></p>
	Transports de marchandises	<p><u>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u> (article 5)</p>

	<p>Ce décret aborde le Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 6)</p> <p><i>Application des mesures barrières aux opérations de transports de marchandises, à savoir aux conducteurs des véhicules de transports et aux personnels des lieux de chargement et de déchargements, par la présence d'un point d'eau avec savon ou de gel hydro-alcoolique. Accès obligatoire à ces points d'eau pour les conducteurs des véhicules.</i></p> <p><i>Equipement des véhicules de transports d'une réserve d'eau et de savon ainsi que de serviettes à usage unique, ou de gel hydro-alcoolique.</i></p> <p><i>Remise et signature des documents de transport sans contact entre les personnes.</i></p> <p><i>Dans le cas de livraisons à domicile, le colis est laissé devant la porte sans signature. Les réclamations se font par tout moyen.</i></p> <p><i>Ces dispositions sont d'ordre public.</i></p> <p>Arrêté du 2 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, les jeudi 7 mai, vendredi 8 mai, mercredi 20 mai et jeudi 21 mai 2020 dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »</p> <p>Arrêté du 2 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation pour les véhicules effectuant des déménagements, les mercredi 20 mai, jeudi 21 mai, dimanche 30 mai et lundi 1er juin 2020 dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »</p> <p>Arrêté du 2 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, les dimanche 3 mai, jeudi 7 mai, vendredi 8 mai, samedi 9 mai et dimanche 10 mai 2020, pour les activités de transport de colis de messagerie dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »</p> <p>Arrêté du 19 mars 2020 portant levée de l'interdiction de circuler des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes, dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « covid-19 »</p> <p>Arrêté du 20 mars 2020 portant dérogation temporaire aux règles en matière de temps de conduite pour le transport routier de marchandises</p> <p>Arrêté du 24 avril 2020 modifiant l'arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes</p>
Navigation aérienne	<p>Arrêté du 27 mars 2020 relatif à la suspension de l'exploitation de l'aéroport de Paris-Orly à titre temporaire dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire relatif à l'épidémie du covid-19</p> <p>Arrêté du 28 avril 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation du produit biocide BIOBOR JF pour une période de 180 jours</p>

	Arrêté du 5 mai 2020 modifiant divers arrêtés relatifs aux personnels navigants de l'aéronautique civile Création de 46 zones interdites temporaires de survol dans le cadre de la lutte anti-drone
Transport ferroviaire	Décret n° 2020-489 du 28 avril 2020 modifiant le décret n° 2019-696 du 2 juillet 2019 relatif à l'information, l'accompagnement et le transfert des salariés en cas de changement d'attributaire d'un contrat de service public de transport ferroviaire de voyageurs en raison de l'état d'urgence sanitaire
Distribution de carburants	Décision du 2 avril 2020 autorisant, à titre exceptionnel et temporaire, les distributeurs à détenir et à commercialiser un supercarburant sans plomb non conforme aux spécifications Décision du 2 avril 2020 autorisant, à titre exceptionnel et temporaire, les distributeurs à détenir et à commercialiser un supercarburant sans plomb 95-E10 (SP95-E10) non conforme aux spécifications
<u>Santé et Hygiène</u>	
Gel hydro-alcoolique	Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 14) abrogeant le Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 11) <i>Encadrement des prix des gels hydro-alcooliques</i> Décret n° 2020-396 du 4 avril 2020 relatif au régime du contrôle des prix de vente des gels hydro-alcooliques dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire Arrêté du 4 avril 2020 relatif au prix maximum de vente des produits hydro-alcooliques préparés par les pharmacies d'officine et les pharmacies à usage intérieur Cet arrêté abroge l' Arrêté du 14 mars 2020 relatif au prix maximum de vente des produits hydro-alcooliques destinés à l'hygiène corporelle préparés par les pharmacies d'officine et les pharmacies à usage intérieur Arrêté du 10 avril 2020 relatif au prix maximum de vente des gels hydro-alcooliques destinés à l'hygiène corporelle conditionnés dans des contenants spéciaux à destination de personnes morales Arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine rectifié par l' Arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de

		<p>certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine (rectificatif)</p> <p>modifié par l'Arrêté du 20 mars 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine</p> <p>et par l'Arrêté du 27 mars 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine</p> <p>modifié par Arrêté du 3 avril 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine</p> <p>Arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine</p> <p>modifié par Arrêté du 25 mars 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine</p> <p>modifié par Arrêté du 7 avril 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine</p> <p>modifié par Arrêté du 17 avril 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine</p> <p>Arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 2)</p> <p><i>Possibilité pour les pharmaciens de fabriquer du gel hydro-alcoolique</i></p> <p>Cet arrêté abroge l'Arrêté du 6 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19</p>
Masques	Distribution de masques	<p>Arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 3)</p>

	<p>modifié par Arrêté du 14 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Distribution gratuite de boîtes de masques de protection issues du stock national par les pharmacies d'officines aux professionnels de santé suivants, en fonction des priorités définies au niveau national pour faire face à la crise sanitaire et des stocks disponibles :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> -médecins généralistes et médecins d'autres spécialités ; -infirmiers ; -pharmaciens ; -masseurs-kinésithérapeutes ; -chirurgiens-dentistes ; - sages-femmes; -prestataires de services et distributeurs de matériel mentionnés à l'article L. 5232-3 du code de la santé publique ; -les services d'accompagnement social, éducatif et médico-social qui interviennent à domicile en faveur des personnes âgées, enfants et adultes handicapés prévus aux 2°, 6° et 7° de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, ainsi que les aides à domicile employées directement par les bénéficiaires. <p><i>La distribution est assurée sur présentation d'un justificatif de l'une de ces qualités.</i></p> <p>Cet arrêté abroge Arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 (Chapitre 3 article 7) modifié par Arrêté du 15 mars 2020, Arrêté du 16 mars 2020, Arrêté du 17 mars 2020, Arrêté du 19 mars 2020, Arrêté du 20 mars 2020, Arrêté du 21 mars 2020</p>
Acquisition et stockage	<p>Décret n° 2020-481 du 27 avril 2020 modifiant le décret n° 2018-1065 du 30 novembre 2018 pris en application de l'article 2-2 du décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres</p> <p><i>les actes relatifs à l'acquisition et le stockage des masques de protection et des masques chirurgicaux relève de la compétence du ministre</i></p>
Vente	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 15)</p> <p>abrogeant le Décret n° 2020-506 du 2 mai 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>encadrement des prix de vente de masques chirurgicaux</i></p> <p>Arrêté du 25 avril 2020 modifiant l'arrêté du 15 février 2002 fixant la liste des marchandises dont les pharmaciens peuvent faire</p>

		le commerce dans leur officine : possibilité pour les pharmaciens de vendre des masques
Tests de détection du virus		<p>Arrêté du 3 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Possibilité pour le Préfet de permettre la réalisation de test sérologique de détection du virus en tout lieu présentant des garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire et/ou par des personnes possédant un diplôme dans le domaine de la biologie moléculaire ou justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins un an dans ce domaine</i></p> <p>Décret n° 2020-520 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus</p> <p><i>Prise en charge des tests de détection du virus par l'assurance maladie</i></p>
Personnels soignants	Garde d'enfants	Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-310 du 25 mars 2020 portant dispositions temporaires relatives aux assistants maternels et aux disponibilités d'accueil des jeunes enfants
	Médecins de prévention réquisitionnés	<p>Arrêté du 25 mars 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Possibilité pour les médecins de prévention de délivrer des soins curatifs</i></p>
	Exercice de la médecine	<p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 (article 1)</p> <p>Décret n° 2020-377 du 31 mars 2020 relatif à l'exercice dans certains territoires d'outre-mer des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien par des personnes ne remplissant pas les conditions de nationalité et de diplôme normalement applicables</p> <p>Arrêté du 16 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>prolongation des stages</i></p>
Télémédecine		<p>Arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 8) modifié par</p> <p>Arrêté du 25 mars 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p>modifié par Arrêté du 14 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de</p>

	<p>fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p>modifié par Arrêté du 14 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p>modifié par Arrêté du 16 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Jusqu'au 11 mai 2020, possibilité de suivre les patients atteints du Covid-19 par télésoin par des infirmiers diplômés d'État ou salariés d'une structure mentionnée au 1er alinéa de l'article L. 162-1-7 (centre de santé, maison de santé, établissement ou service médico-social)</i></p> <p><i>Facilitation d'admission des patients insuffisants cardiaques à un projet de télésurveillance</i></p> <p><i>Télémédecine autorisée pour certains actes d'orthophonie, pour les actes d'ergothérapeute et de psychomotriciens, pour une interruption volontaire de grossesse médicamenteuse, pour les bilans de masseurs-kinésithérapeutes</i></p> <p>Cet arrêté abroge l'Arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19</p> <p>Décret n° 2020-277 du 19 mars 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus</p> <p>modifié par Décret n° 2020-459 du 21 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus</p>
Délivrance de médicaments	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 19 à 22)</p> <p>abrogeant le Décret n° 2020-314 du 25 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Autorisation de soins du covid-19 par hydroxychloroquine sous certaines conditions, et encadrement de la délivrance de hydroxychloroquine et de lopinavir/ritonavir (article 17)</i></p> <p><i>Encadrement de la délivrance de paracétamol injectable et de rivotril par les pharmacies (article 18)</i></p> <p><i>En cas d'impossibilité d'approvisionnement en spécialités pharmaceutiques à usage humain, des médicaments à usage vétérinaire à même visée thérapeutique, de même substance active, de même dosage et de même voie d'administration, peuvent être prescrits, préparés, dispensés et administrés en milieu hospitalier. (article 19)</i></p>

	<p><i>Achat et répartition des stocks par l'État de certains médicaments pour le compte de l'ANSP et des établissements de santé (article 20)</i></p> <p><i>Possibilité pour le ministre de la santé de faire acquérir des principes actifs pour la fabrication de médicaments (article 21)</i></p> <p><i>Possibilité pour l'Agence nationale de santé publique d'importer des médicaments sans mettre en œuvre la procédure de contrôle prévue à l'article R5124-52 du code de la santé publique, et d'approvisionner certains établissements de santé avec ces médicaments (article 22)</i></p> <p><u>Arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u> (article 4 à 6)</p> <p>modifié par <u>Arrêté du 11 mai 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u></p> <p><i>Possibilité pour les pharmaciens :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - de délivrer les médicaments dans le cas de traitements chroniques sur la base d'une ordonnance renouvelable expirée, pour maintenir le traitement <p><i>Cette possibilité s'applique aussi aux prestataires de services et aux distributeurs de matériel pour les produits et prestations figurant en annexe de l'arrêté</i></p> <p><i>Des spécificités de délivrance sont prévues pour les traitements à base d'opiacés ou de produits stupéfiants.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - de renouveler une ordonnance pour la délivrance des médicaments contenant des substances à propriétés hypnotiques ou anxiolytiques, à condition que ces médicaments aient été délivrés au patient depuis au moins trois mois consécutifs. - de substituer un médicament en rupture de stock par un autre <p><i>Possibilité de continuer les soins infirmiers prescrits par une ordonnance expirée</i></p> <p><i>Possibilité d'hospitalisation à domicile sans prescription médicale préalable</i></p> <p><i>Limitation de la vente dans les pharmacies de paracétamol à deux boîtes pour les personnes déclarant avoir de la fièvre ou des douleurs, et une boîte pour les autres. Suspension de la vente par internet.</i></p> <p><i>Limitation de la vente dans les pharmacies des spécialités contenant de la nicotine. Suspension de la vente par internet.</i></p>
Recherche	<p><u>Arrêté du 25 mars 2020 relatif à l'approbation du cahier des charges de l'appel à projets « Projets de recherche et développement structurants pour la compétitivité - covid-19 »</u></p> <p><u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour</u></p>

	faire face à l'épidémie de covid-19 (article 17)
Etablissements de santé	<p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 (article 2)</p> <p>Arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 7 et 12)</p> <p>modifié par Arrêté du 14 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Les directeurs généraux des agences régionales de santé peuvent, jusqu'au 11 mai 2020, autoriser les établissements de santé à exercer une activité de soins autre que celle au titre de laquelle ils ont été autorisés.</i></p> <p><i>Possibilité de mettre en place des structures médicales opérationnelles par l'armée pour prendre en charge tout patient</i></p> <p>Cet arrêté abroge l'Arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 (Chapitre 3 article 7 A)</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale</p> <p>Arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19</p>
Personnels de santé universitaire	Décret n° 2020-273 du 18 mars 2020 relatif aux missions des services de santé universitaires dans le cadre de la lutte contre le virus covid-19
Instruction des demandes d'indemnisation des victimes médicales	Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-311 du 25 mars 2020 relative à l'adaptation temporaire des règles d'instruction des demandes et d'indemnisation des victimes par l'Office national d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales et par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante
Laboratoires	<p>Arrêté du 5 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Autorisation pour certains laboratoires d'effectuer les examens de détection du covid-19</i></p>
Déchets d'activités de soins à risques infectieux	Arrêté du 18 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

	<u>Arrêté du 20 avril 2020 modifiant l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques</u>
Enquêtes statistiques	<u>Arrêté du 21 avril 2020 complétant l'arrêté du 24 octobre 2019 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2020 (enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales)</u> <u>Arrêté du 24 avril 2020 complétant l'arrêté du 24 octobre 2019 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2020 (enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales)</u>
Social et Médico-social	
Droits sociaux	<u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 (articles 3 et 4)</u> <u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-312 du 25 mars 2020 relative à la prolongation de droits sociaux</u> <u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19</u> <i>prolongation de divers droits sociaux (articles 10 à 13)</i> <u>Décret n° 2020-519 du 5 mai 2020 portant attribution d'une aide exceptionnelle de solidarité liée à l'urgence sanitaire aux ménages les plus précaires</u>
Etablissements sociaux et médico-sociaux	<u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 (article 5)</u> <u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020 relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux</u>
Finances	
Loi de finances rectificative	<u>LOI n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 (1)</u> <u>Décret n° 2020-479 du 25 avril 2020 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020</u> <u>LOI n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 (1)</u>

	<p><u>Décret n° 2020-299 du 24 mars 2020 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020</u></p> <p><u>Arrêté du 30 mars 2020 pris en application de l'article 1er de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative</u></p> <p><u>modifié par Arrêté du 6 avril 2020 modifiant l'arrêté du 30 mars 2020 pris en application de l'article 1er de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative</u></p> <p><u>Décret n° 2020-397 du 4 avril 2020 portant modalités d'application de l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 2020 en vue de définir les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat aux opérations de réassurance de certains risques d'assurance-crédit effectuées par la Caisse centrale de réassurance</u></p> <p><u>Arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédits et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020</u></p> <p><u>modifié par Arrêté du 17 avril 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020</u></p> <p><u>modifié par Arrêté du 2 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020</u></p> <p><u>rectifié par Arrêté du 2 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 (rectificatif)</u></p> <p><u>modifié par Arrêté du 6 mai 2020 portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 de finances rectificative pour 2020</u></p> <p><u>Arrêté du 3 avril 2020 étendant à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et son arrêté rectificatif</u></p> <p><u>Arrêté du 18 avril 2020 accordant la garantie de l'Etat à un prêt octroyé par les établissements Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, Crédit Industriel et Commercial, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Lyonnais, Natixis, Bred Banque Populaire, Société Générale, BNP Paribas, La Banque Postale à la société Fnac Darty SA en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020</u></p> <p><u>Arrêté du 7 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Banco Santander Succursale de Paris, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, Deutsche Bank Luxembourg SA, HSBC</u></p>
--	---

	France, Crédit Lyonnais, Natixis et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Air France - KLM en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 modifiée de finances rectificative pour 2020
Comptabilité publique	Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-326 du 25 mars 2020 relative à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics
Budget locaux	<p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19</p> <p>Décret n° 2020-348 du 26 mars 2020 portant dispositions relatives aux mandats confiés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics en application de l'article L. 1611-7 du code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Les collectivités peuvent confier à un organisme doté d'un comptable public le paiement des dépenses relatives aux marchés publics de la formation professionnelle</i></p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p><i>faculté de voter un abattement de la taxe due au titre de 2020 (article 16)</i></p> <p><i>syndicats de communes à contribution fiscalisée (article 22)</i></p>
Fiscalité	Arrêté du 7 mai 2020 relatif à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux masques de protection et produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre la propagation du virus covid-19
Dons pour la lutte contre la crise	Arrêté du 27 mars 2020 autorisant le rattachement par voie de fonds de concours des recettes provenant des dons versés pour le soutien des entreprises en difficulté face à la crise sanitaire
<u>Ressources humaines</u>	
Arrêt de travail	<p>Arrêté du 3 mars 2020 fixant le modèle du formulaire « Avis d'arrêt de travail »</p> <p>Arrêté du 7 avril 2020 portant dérogation à certaines dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2010 relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou d'avances ou de subventions ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et de l'arrêté du 19 septembre 1977 relatif à l'attribution de ristournes sur la majoration forfaitaire correspondant à la couverture des accidents de trajet</p> <p>Décret n° 2020-459 du 21 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus</p>

		<p>modifié par Décret n° 2020-520 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus</p> <p><i>application de l'arrêt de travail dérogatoire aux parents d'enfants handicapés</i></p> <p><i>Placement en activité partielle des salariés bénéficiant d'un arrêt de travail dérogatoire au 1^{er} mai 2020</i></p> <p>Décret n° 2020-549 du 11 mai 2020 fixant les conditions temporaires de prescription et de renouvellement des arrêts de travail par le médecin du travail</p>
Visites médicales		Décret n° 2020-410 du 8 avril 2020 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire
Mobilisation / affectation d'agents	Réserve sanitaire	Décret n° 2020-248 du 13 mars 2020 relatif à la mobilisation de la réserve sanitaire
	Armées	Décret n° 2020-251 du 13 mars 2020 relatif aux organismes susceptibles d'accueillir des militaires en affectation temporaire <i>Les collectivités et leurs établissements en font partie</i>
Temps de travail	FPH	Décret n° 2020-297 du 24 mars 2020 relatif aux heures supplémentaires et à leur dépassement dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
	FPE et FPT	Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-430 du 15 avril 2020 relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire
Emplois de direction de l'Etat		Décret n° 2020-415 du 9 avril 2020 relatif à la prolongation exceptionnelle de la durée maximale d'occupation des emplois de direction de l'Etat en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19
Police municipale		Décret n° 2020-511 du 2 mai 2020 modifiant le code de la sécurité intérieure et portant diverses dispositions relatives aux agents de police municipale
Sapeurs-pompiers		Arrêté du 23 mars 2020 portant prorogation de la durée de validité des visites périodiques d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 Arrêté du 23 mars 2020 portant prorogation de l'inscription sur les listes d'aptitude opérationnelle des sapeurs-pompiers en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

Surveillance et sauvetage aquatique	<p>Arrêté du 6 mai 2020 portant adaptation au certificat d'aptitude à l'exercice de la profession de maître-nageur-sauveteur et aux modalités du stage de recyclage et de formation de mise à niveau des titulaires de diplômes d'Etat dans le champ du sport délivré au nom du ministère chargé des sports, pour faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p>Arrêté du 23 avril 2020 portant prorogation de validité du brevet national de surveillance et de sauvetage aquatique pour faire face à l'épidémie de covid-19 et à la pénurie de surveillant de lieu de baignade d'accès gratuit</p> <p>Arrêté du 23 avril 2020 portant prorogation de validité du certificat de compétences de « surveillant-sauveteur aquatique en eaux intérieures » pour faire face à l'épidémie de covid-19 et à la pénurie de surveillant de lieu de baignade d'accès gratuit</p> <p>Arrêté du 23 avril 2020 portant prorogation de validité du certificat de compétences de « surveillant-sauveteur aquatique sur le littoral » pour faire face à l'épidémie de covid-19 et à la pénurie de surveillant de lieu des zones de baignade situées en milieu naturel ouvertes gratuitement au public</p>
Personnels d'aérodrome	<p>Arrêté du 2 avril 2020 portant dérogation temporaire aux conditions de maintien des agréments pour l'exercice des fonctions de pompier d'aérodrome et de chef de manœuvre sur les aérodromes en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19</p>
Militaires	<p>Décret n° 2020-308 du 25 mars 2020 ouvrant la possibilité, en période d'état d'urgence sanitaire pour faire face à l'épidémie de covid-19, de différer l'établissement des certificats médicaux périodiques des militaires placés en situation de congé du blessé, de congé de longue durée pour maladie et de congé de longue maladie</p> <p>Arrêté du 24 avril 2020 portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19</p> <p>modifié par Arrêté du 27 avril 2020 modifiant l'arrêté du 24 avril 2020 portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19</p>
Adaptation des conditions de travail (salarié de droit privé, salarié agricole)	<p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 (articles 6 à 9)</p> <p>Accords de branche</p> <p>Décret n° 2020-441 du 17 avril 2020 relatif aux délais d'extension des accords de branche ayant pour objet de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19</p> <p>Instances représentatives du personnel</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-389 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel</p> <p>Décret n° 2020-419 du 10 avril 2020 relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant</p>

	<p>la période de l'état d'urgence sanitaire</p> <p>Indemnités</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation</p> <p>Décret n° 2020-434 du 16 avril 2020 relatif à l'adaptation temporaire des délais et modalités de versement de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail</p> <p>Temps de travail</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos</p> <p>Activité partielle</p> <p>Décret n° 2020-521 du 5 mai 2020 définissant les critères permettant d'identifier les salariés vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2 et pouvant être placés en activité partielle au titre de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020</p> <p>Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 relatif à l'activité partielle</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle</p> <p>Décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle</p> <p>modifié par Décret n° 2020-522 du 5 mai 2020 complétant le décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle</p> <p>Arrêté du 31 mars 2020 modifiant le contingent annuel d'heures indemnisables au titre de l'activité partielle pour l'année 2020</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-386 du 1er avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p><i>rémunération des assistants maternels et salariés du particulier employeur, diverses mesures sur le régime d'activité partielle et d'adaptation du droit du travail (consultation CSE)(articles 4 à9)</i></p> <p>Décret n° 2020-527 du 5 mai 2020 relatif au versement d'une allocation de remplacement aux personnes non-salariées des</p>
--	---

	<p>professions agricoles pour faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p>Arrêté du 6 mai 2020 portant fixation des montants horaires des salaires forfaitaires servant au calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle des marins à la pêche rémunérés à la part</p> <p>Demandeurs d'emploi</p> <p>Décret n° 2020-361 du 27 mars 2020 portant modification du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421 2 du code du travail</p> <p>Décret n° 2020-425 du 14 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail</p> <p>Arrêté du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail</p>
Examens et concours / Formation initiale	<p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19</p> <p>Décret n° 2020-440 du 17 avril 2020 portant adaptation des dispositions relatives à la formation initiale des auditeurs de justice et des stagiaires de l'Ecole nationale de la magistrature et à la formation initiale et continue des conciliateurs de justice en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19</p> <p>Arrêté du 22 avril 2020 portant prolongation de la formation probatoire et réduction de la durée maximale de la formation préalable des candidats à l'intégration directe en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19</p> <p>Arrêté du 17 avril 2020 portant adaptation pour la session de printemps 2020 des épreuves des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19</p> <p>Arrêté du 30 avril 2020 portant modification des conditions d'organisation de la session de printemps 2020 des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration (entrée en formation au 1er septembre 2020)</p> <p>Arrêté du 21 avril 2020 portant prolongation des inscriptions aux concours externe et interne pour le recrutement de conservateurs du patrimoine ouverts par l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture des concours externe et interne pour le recrutement de conservateurs du patrimoine</p>
Rémunération des fonctionnaires	<p>Décret n° 2020-404 du 7 avril 2020 relatif à la prise en charge des frais de repas de certains personnels civils et militaires dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Remboursement des frais de repas des fonctionnaires dont la présence physique sur le lieu de travail est impérative pendant</i></p>

	<i>tout ou partie de l'état d'urgence et nommément désignés à cet effet, si impossibilité d'accès au restaurant administratif</i>
Rémunération des personnels soignants	Arrêté du 28 mars 2020 portant diverses dispositions relatives à l'indemnisation des professionnels de santé en exercice, retraités ou en cours de formation réquisitionnés dans le cadre de l'épidémie covid-19 Décret n° 2020-369 du 30 mars 2020 modifiant le décret n° 88-1083 du 30 novembre 1988 relatif à l'attribution d'une prime spécifique à certains agents
Rémunération des salariés	Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-385 du 1er avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat
Formation professionnelle	Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle Décret n° 2020-416 du 9 avril 2020 portant dérogation temporaire aux conditions d'application des dispositions relatives au passeport pour la mobilité de la formation professionnelle prévu à l'article D. 1803-6 du code des transports
Commande et contrats publics	
Adaptation des règles	Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 <i>soutien financier aux délégataires de service public, suspension du versement des redevances pour occupation du domaine public, dérogations aux CAO et CDSP (article 20)</i>
Fiche DAJ	https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/fiche-passation-marches-situation-crise-sanitaire.pdf https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/actualites/FT_Urgence Covid_19_commande_publique_26_3_2020.pdf
Handicap	
Mesures générales	Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 12) <i>→ Application des mesures de nature à prévenir la propagation du virus si la distanciation sociale est impossible entre la</i>

	<p><i>personne en situation de handicap et la personne qui l'accompagne</i></p> <p>→ <i>Pas de port de masque pour les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.</i></p>
Transport	<p><u>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u> (article 5)</p> <p>abrogeant le <u>Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</u> (article 6)</p> <p>→ <i>affichage dans le véhicule rappelant les mesures d'hygiène et de distanciation sociale dites « barrières » visible des passagers</i></p> <p>→ <i>interdiction aux passagers de s'asseoir à côté du conducteur, et un seul passager admis (sauf si le conducteur est séparé des passagers par une paroi, plusieurs passagers du même foyer ou des élèves en situation de handicap, peuvent être admis)</i></p> <p>→ <i>port du masque obligatoire pour tout passager de onze ans ou plus et pour le conducteur, sauf si séparé des passagers par une paroi. A défaut l'accès est refusé</i></p>
<u>Délais et procédures</u>	
Général	<p><u>Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire</u></p> <p><u>Ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire</u></p> <p><u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période</u></p> <p>rectifiée par <u>Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période (rectificatif)</u></p> <p>modifiée par <u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19</u></p> <p>et par <u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19</u> (article 23)</p> <p><u>Décret n° 2020-536 du 7 mai 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence</u></p>

	<p>sanitaire liée à l'épidémie de covid-19</p> <p>Décret n° 2020-471 du 24 avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 dans le domaine du travail et de l'emploi</p> <p>Décret n° 2020-453 du 21 avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19</p> <p><i>Reprise du cours des délais pour l'élaboration de certains actes et de certaines procédures en matière d'assainissement, d'environnement, d'énergie.</i></p> <p>Décret n° 2020-450 du 20 avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19</p> <p><i>Reprise des délais pour certains actes et décisions en matière de défense et de nucléaire</i></p> <p>Décret n° 2020-358 du 28 mars 2020 relatif au contrôle technique de véhicules lourds et des véhicules destinés au transport en commun de personnes</p> <p><i>Par application de l'ordonnance (article 9), les délais des contrôles techniques de ces véhicules reprennent leurs cours</i></p> <p>Décret n° 2020-383 du 1er avril 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19</p> <p><i>dégel du cours des délais de réalisation des prescriptions de certaines activités pour des motifs tenant à la sécurité, à la protection de la santé et de la salubrité publique et à la préservation de l'environnement</i></p> <p>Arrêté du 9 avril 2020 relatif aux modalités particulières de suivi en service des équipements sous pression pour répondre à des situations résultant de l'état d'urgence sanitaire rectifié par Arrêté du 9 avril 2020 relatif aux modalités particulières de suivi en service des équipements sous pression pour répondre à des situations résultant de l'état d'urgence sanitaire (rectificatif)</p> <p>Arrêté du 8 avril 2020 fixant la date des élections pour le renouvellement des membres des conseils régionaux de l'ordre des vétérinaires et les circonscriptions électorales, ainsi que le nombre de conseillers à élire par région</p>
Conseil constitutionnel	<p>LOI organique n° 2020-365 du 30 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p><i>Suspension des délais d'instruction pour les QPC et les saisines pour atteinte, par une disposition législative, aux droits et libertés garanties par la Constitution, et du délai de saisine du Conseil Constitutionnel jusqu'au 30 juin 2020</i></p>
Biens culturels	<p>Arrêté du 27 mars 2020 relatif au report du terme des délais des arrêtés d'insaisissabilité de biens culturels pendant la période d'urgence sanitaire</p>
Actes notariés	<p>Décret n° 2020-395 du 3 avril 2020 autorisant l'acte notarié à distance pendant la période d'urgence sanitaire</p>

Juridictions et procédure contentieuse	
Judiciaire	<p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p>modifiée par Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété</p> <p>rectifiée par Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété (rectificatif)</p> <p>modifiée par Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 (article 1 <i>mesures d'adaptation de la gestion des copropriétés</i>)</p>
Administratif	<p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-405 du 8 avril 2020 portant diverses adaptations des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19</p>
Affaires étrangères et européennes	
Mandat des conseillers consulaires	<p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-307 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des mandats des conseillers consulaires et des délégués consulaires et aux modalités d'organisation du scrutin</p> <p>Décret n° 2020-334 du 26 mars 2020 abrogeant le décret n° 2020-83 du 4 février 2020 portant convocation des électeurs pour l'élection des conseillers des Français de l'étranger et des délégués consulaires</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 (article 25)</p>
Etrangers	
Documents de séjour	<p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-328 du 25 mars 2020 portant prolongation de la durée de validité des documents de séjour</p>

	complétée par Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 (article 24)
Entreprises et personnes de droit privé	
Dispositions d'aide financière	<p>Loyers et factures :</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19</p> <p>Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020 relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19</p> <p>Fonds de solidarité</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p><i>mesures de contrôle des bénéficiaires du fonds de solidarité (article 18), et dans un autre domaine, ajustement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (article 19)</i></p> <p>Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation</p> <p>modifié par Décret n° 2020-394 du 2 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation</p> <p>modifié par Décret n° 2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation</p> <p>Aides aux professionnels de santé</p> <p>Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-505 du 2 mai 2020 instituant une aide aux acteurs de santé conventionnés dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19</p>

	<p>Ordonnance n° 2020-505 du 2 mai 2020 instituant une aide aux acteurs de santé conventionnés dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19</p> <p>Propriété intellectuelle</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-353 du 27 mars 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination de titulaires de droits d'auteurs et de droits voisins en raison des conséquences de la propagation du virus covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation</p> <p>Délibération n° 2020/CA/08 du 1er avril 2020 modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée et relative à des mesures exceptionnelles en raison de l'épidémie de covid-19</p> <p>Aides à l'insertion</p> <p>Arrêté du 30 avril 2020 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2019 portant reconduction globale et unilatérale de toutes les annexes financières 2019 dans la limite des quatre premiers mois de l'année 2020</p> <p>Arrêté du 30 avril 2020 portant modification de l'arrêté du 5 février 2020 de reconduction unilatérale de tous les avenants financiers 2019 dans la limite des quatre premiers mois de l'année 2020 pour les entreprises adaptées</p> <p>Diverses :</p> <p>Avenant n° 1 du 7 avril 2020 à la convention du 28 décembre 2017 entre l'Etat et la Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds national post-maturation "Frontier venture" »)</p> <p>Avenant n° 2 du 28 avril 2020 à la convention du 28 décembre 2017 entre l'Etat et la Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds national post-maturation "Frontier venture" »)</p> <p>Arrêté du 31 mars 2020 relatif aux dispositions transitoires applicables aux redevances de navigation aérienne dans le cadre de l'épisode de covid-19</p>
Adaptation de fonctionnement	<p>Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-507 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais applicables pour la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p>Ordonnance n° 2020-507 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais applicables pour la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p>Décret n° 2020-508 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais relatifs à la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19</p> <p>Décret n° 2020-509 du 2 mai 2020 fixant les modalités d'application des dispositions du I de l'article 9 de l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 modifiée portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19</p> <p>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-318 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à</p>

	<p><u>l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19</u></p> <p><u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19</u></p> <p><u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19</u></p> <p><i>adaptation du fonctionnement des centres de formalités des entreprises (article 2), des coopératives agricoles (article 3), prolongation du délai pour l'enlèvement des cadavres d'animaux (article 15), volontaires internationaux en entreprises (article 21)</i></p> <p><u>Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19</u></p> <p><u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-329 du 25 mars 2020 portant maintien en fonction des membres des conseils d'administration des caisses locales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole</u></p> <p><u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale</u></p> <p><u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-388 du 1er avril 2020 relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles</u></p> <p><u>Arrêté du 3 avril 2020 prescrivant des mesures temporaires favorisant l'adaptation des entreprises du secteur alimentaire mettant sur le marché des denrées animales ou d'origine animale au contexte des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19</u></p> <p><u>Arrêté du 4 mai 2020 adaptant les dispositions de l'arrêté du 26 février 2015 relatif aux demandes d'extension des accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue pendant la période d'urgence sanitaire</u></p>
Voyagistes	<p><u>Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure</u></p>

Etablissements bancaires	Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-534 du 7 mai 2020 portant diverses dispositions en matière bancaire Ordonnance n° 2020-534 du 7 mai 2020 portant diverses dispositions en matière bancaire
Culture et sport	Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-538 du 7 mai 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport Ordonnance n° 2020-538 du 7 mai 2020 relatif aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport
<u>Etablissements et organismes publics</u>	
Fonctionnement	Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire
Prorogation de mandats	Arrêté du 24 avril 2020 portant prorogation de la durée des mandats des conseillers concertations au sein de la gendarmerie nationale en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19
<u>Logement</u>	
Prolongation de la trêve hivernale	Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-331 du 25 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-464 du 22 avril 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-331 du 25 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale pour son application à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon
Aides personnelles au logement	Décret n° 2020-451 du 20 avril 2020 modifiant le décret n° 2019-1574 du 30 décembre 2019 relatif aux ressources prises en compte pour le calcul des aides personnelles au logement
<u>Réseaux de communications</u>	
Implantation d'installations de communications électroniques	Rapport au Président de la République et Ordonnance n° 2020-320 du 25 mars 2020 relative à l'adaptation des délais et des procédures applicables à l'implantation ou la modification d'une installation de communications électroniques afin d'assurer le fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques

Envois postaux	Arrêté du 15 avril 2020 modifiant l'arrêté du 7 février 2007 modifié pris en application de l'article R. 2-1 du code des postes et des communications électroniques et fixant les modalités relatives au dépôt et à la distribution des envois postaux
Droit funéraire	
	<p>Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire (article 23)</p> <p>abrogeant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p><i>Les soins de conservation définis à l'article L. 2223-19-1 du code général des collectivités territoriales sont interdits sur le corps des défunts atteints ou probablement atteints du covid-19 au moment de leur décès. Ces défunts font l'objet d'une mise en bière immédiate. La pratique de la toilette mortuaire est interdite pour ces défunts, sauf pour les soins post-mortem réalisés par des professionnels de santé ou des thanatopracteurs</i></p> <p>Décret n° 2020-446 du 18 avril 2020 relatif à l'établissement du certificat de décès</p> <p>Décret n° 2020-352 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles funéraires en raison des circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19</p> <p>Arrêté du 28 mars 2020 modifiant l'arrêté du 12 juillet 2017 fixant les listes des infections transmissibles prescrivant ou portant interdiction de certaines opérations funéraires mentionnées à l'article R. 2213-2-1 du code général des collectivités territoriales</p>
Activités maritimes	
	<p>Décret n° 2020-480 du 27 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'encadrement des activités et professions maritimes</p> <p>Arrêté du 9 avril 2020 portant approbation d'une délibération du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins modifiant les délibérations nos B78/2019, B79/2019, B1/2020, B2/2020 et B4/2020 afin de tenir compte des obligations législatives relatives à la gestion de la crise issue du covid-19 applicables aux licences autorisant l'exercice de la pêche du bar dans les zones Nord et golfe de Gascogne</p> <p>Arrêté du 29 avril 2020 portant approbation d'une délibération du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins portant délégation aux CRPMEM de la fixation des dates de validité des licences de pêche à pied octroyées pour les campagnes 2019-2020 et 2020-2021 afin de tenir compte des dispositions législatives relatives à la gestion de la crise issue du covid-19</p> <p>Arrêté du 29 avril 2020 relatif à la mise en œuvre d'un arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre de l'épidémie</p>

	du coronavirus covid-19
<u>Environnement</u>	
Boues agricoles	Arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19

Index des MAJ

Mise à jour du 11 mai 2020: (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

➤ **Ordonnances**

- [Ordonnance n° 2020-534 du 7 mai 2020](#) portant diverses dispositions en matière bancaire
- [Ordonnance n° 2020-538 du 7 mai 2020](#) relatif aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport
- [Ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020](#) fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire

➤ **Autres textes**

[Décret n° 2020-545 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#) qui reprend pour partie et abroge le décret 2020-293 du 23 mars 2020

- **[Classement des départements en zone verte ou rouge](#)**
- [Déplacements autorisés](#)
- [Obligations dans les transports](#)
- [Interdiction de rassemblements](#)
- [Accès aux établissements et lieux par le public](#)
- [Accueil des enfants et élèves](#)
- [Handicap](#)
- [Prix des gels hydro-alcooliques](#) (inchangé)
- [Prix des masques chirurgicaux](#) (inchangé)
- [Réquisitions](#) (inchangé)
- [Délivrance de médicaments](#) (inchangé)
- [Droit funéraire](#) (inchangé)

→ **Délais et procédures**

[Décret n° 2020-536 du 7 mai 2020](#) portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19

→ **Finances**

[Arrêté du 7 mai 2020](#) relatif à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux masques de protection et produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre la propagation du virus covid-19

[Arrêté du 7 mai 2020](#) accordant la garantie de l'Etat aux établissements Banco Santander Succursale de Paris, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, Deutsche Bank Luxembourg SA, HSBC France, Crédit Lyonnais, Natixis et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Air France - KLM en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 modifiée de finances rectificative pour 2020

→ **Institutions locales**

[Décret n° 2020-544 du 9 mai 2020](#) relatif aux modalités exceptionnelles, consécutives à l'épidémie de covid-19, de révision des listes électorales spéciales en vue de la deuxième consultation sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté

Mise à jour du 7 mai 2020: (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Santé et Hygiène**

[Arrêté du 6 mai 2020](#) relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19

→ **Finances**

[Arrêté du 6 mai 2020](#) portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 de finances rectificative pour 2020

→ **Transports**

[Arrêté du 5 mai 2020](#) modifiant divers arrêtés relatifs aux personnels navigants de l'aéronautique civile

→ **Ressources humaines / Activité partielle**

[Arrêté du 6 mai 2020](#) portant fixation des montants horaires des salaires forfaitaires servant au calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle des marins à la pêche rémunérés à la part

Mise à jour du 6 mai 2020: (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Social et Médico-social**

[Décret n° 2020-519 du 5 mai 2020](#) portant attribution d'une aide exceptionnelle de solidarité liée à l'urgence sanitaire aux ménages les plus précaires

→ **Transports**

[Arrêté du 28 avril 2020](#) autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation du produit biocide BIOBOR JF pour une période de 180 jours

→ **Ressources humaines / Activité partielle**

[Décret n° 2020-520 du 5 mai 2020](#) modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus

[Décret n° 2020-521 du 5 mai 2020](#) définissant les critères permettant d'identifier les salariés vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2 et pouvant être placés en activité partielle au titre de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020

[Décret n° 2020-522 du 5 mai 2020](#) complétant le décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle

[Décret n° 2020-527 du 5 mai 2020](#) relatif au versement d'une allocation de remplacement aux personnes non-salariées des professions agricoles pour faire face à l'épidémie de covid-19

Mise à jour des 4 et 5 mai 2020: (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Santé et Hygiène**

[Arrêté du 3 mai 2020](#) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : *Possibilité pour le Préfet de permettre la réalisation de test sérologique de détection du virus en tout lieu présentant des garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire et/ou par des personnes possédant un diplôme dans le domaine de la biologie moléculaire ou justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins un an dans ce domaine*

→ **Finances**

[Arrêté du 2 mai 2020](#) portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 (rectificatif)

→ **Environnement**

[Arrêté du 30 avril 2020](#) précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19

→ **Entreprises et personnes de droit privé**

[Arrêté du 4 mai 2020](#) adaptant les dispositions de l'arrêté du 26 février 2015 relatif aux demandes d'extension des accords conclus dans le cadre d'une organisation interprofessionnelle reconnue pendant la période d'urgence sanitaire

Mise à jour des 1^{er}, 2 et 3 mai 2020: (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

➤ **Ordonnances**

- [Ordonnance n° 2020-505 du 2 mai 2020](#) instituant une aide aux acteurs de santé conventionnés dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19

- [Ordonnance n° 2020-507 du 2 mai 2020](#) adaptant temporairement les délais applicables pour la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face à l'épidémie de covid-19

➤ **Autres textes**

→ **Droit funéraire**

[Décret n° 2020-497 du 30 avril 2020](#) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : *Assouplissement des interdictions sur les soins post-mortem et toilettes mortuaires*

→ **Transports**

Arrêté du 2 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, les jeudi 7 mai, vendredi 8 mai, mercredi 20 mai et jeudi 21 mai 2020 dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »

Arrêté du 2 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation pour les véhicules effectuant des déménagements, les mercredi 20 mai, jeudi 21 mai, dimanche 30 mai et lundi 1er juin 2020 dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »

Arrêté du 2 mai 2020 portant levée de l'interdiction de circulation de certains types de véhicules de transport de marchandises, les dimanche 3 mai, jeudi 7 mai, vendredi 8 mai, samedi 9 mai et dimanche 10 mai 2020, pour les activités de transport de colis de messagerie dans le cadre de la crise épidémique du coronavirus « Covid-19 »

→ **Santé et Hygiène et Mesures générales de lutte contre l'épidémie**

[Décret n° 2020-506 du 2 mai 2020](#) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : *encadrement des ventes de masques chirurgicaux et autorisation d'ouverture au public des commerces de gros nécessaires aux autres activités autorisées*

→ **Finances**

[Arrêté du 2 mai 2020](#) portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020

→ **Entreprises et personnes de droit privé**

Décret n° 2020-508 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais relatifs à la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19

Décret n° 2020-509 du 2 mai 2020 fixant les modalités d'application des dispositions du I de l'article 9 de l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 modifiée portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19

→ **Ressources Humaines**

[Décret n° 2020-511 du 2 mai 2020](#) modifiant le code de la sécurité intérieure et portant diverses dispositions relatives aux agents de police municipale

[Arrêté du 30 avril 2020](#) portant modification des conditions d'organisation de la session de printemps 2020 des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration (entrée en formation au 1er septembre 2020)

→ **Activités maritimes**

[Arrêté du 29 avril 2020](#) relatif à la mise en œuvre d'un arrêt temporaire aidé des activités de pêche dans le cadre de l'épidémie du coronavirus covid-19

Mise à jour du 30 avril 2020: (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Entreprises et personnes de droit privé**

[Avenant n° 2 du 28 avril 2020](#) à la convention du 28 décembre 2017 entre l'Etat et la Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds national post-maturation "Frontier venture" »)

→ **Transports**

[Décret n° 2020-489 du 28 avril 2020](#) modifiant le décret n° 2019-696 du 2 juillet 2019 relatif à l'information, l'accompagnement et le transfert des salariés en cas de changement d'attributaire d'un contrat de service public de transport ferroviaire de voyageurs en raison de l'état d'urgence sanitaire

→ **Santé et hygiène**

[Arrêté du 21 avril 2020](#) complétant l'arrêté du 24 octobre 2019 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2020 (enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales)

[Arrêté du 24 avril 2020](#) complétant l'arrêté du 24 octobre 2019 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques d'initiative nationale ou régionale des services publics pour 2020 (enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales)

→ **Activités maritimes**

[Arrêté du 29 avril 2020](#) portant approbation d'une délibération du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins portant délégation aux CRPMEM de la fixation des dates de validité des licences de pêche à pied octroyées pour les campagnes 2019-2020 et 2020-2021 afin de tenir compte des dispositions législatives relatives à la gestion de la crise issue du covid-19

Mise à jour du 29 avril 2020: (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Ressources humaines**

[Arrêté du 23 avril 2020](#) portant prorogation de validité du brevet national de surveillance et de sauvetage aquatique pour faire face à l'épidémie de covid-19 et à la pénurie de surveillant de lieu de baignade d'accès gratuit

Arrêté du 23 avril 2020 portant prorogation de validité du certificat de compétences de « surveillant-sauveteur aquatique en eaux intérieures » pour faire face à l'épidémie de covid-19 et à la pénurie de surveillant de lieu de baignade d'accès gratuit

Arrêté du 23 avril 2020 portant prorogation de validité du certificat de compétences de « surveillant-sauveteur aquatique sur le littoral » pour faire face à l'épidémie de covid-19 et à la pénurie de surveillant de lieu des zones de baignade situées en milieu naturel ouvertes gratuitement au public

→ **Etablissements et organismes publics**

[Arrêté du 24 avril 2020](#) portant prorogation de la durée des mandats des conseillers concertations au sein de la gendarmerie nationale en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

Mise à jour du 28 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Ressources Humaines – Ministère de la défense**

[Arrêté du 27 avril 2020](#) modifiant l'arrêté du 24 avril 2020 portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19

→ **Activités maritimes**

[Décret n° 2020-480 du 27 avril 2020](#) portant mesures d'urgence en matière d'encadrement des activités et professions maritimes

→ **Santé et Hygiène**

[Décret n° 2020-481 du 27 avril 2020](#) modifiant le décret n° 2018-1065 du 30 novembre 2018 pris en application de l'article 2-2 du décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 relatif aux attributions des ministres : *les actes relatifs à l'acquisition et le stockage des masques de protection et des masques chirurgicaux relève de la compétence du ministre*

Mise à jour des 25 et 26 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Finances**

[LOI n° 2020-473 du 25 avril 2020](#) de finances rectificative pour 2020

[Décret n° 2020-479 du 25 avril 2020](#) portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020

→ **Mesures générales de lutte contre l'épidémie**

[Arrêté du 24 avril 2020](#) modifiant l'arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes

[Création de 46 zone interdites](#) temporaires de survol dans le cadre de la lutte anti-drone

→ **Délais et procédures**

[Décret n° 2020-471 du 24 avril 2020](#) portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de

covid-19 dans le domaine du travail et de l'emploi

→ **Santé et Hygiène**

[Décret n° 2020-477 du 25 avril 2020](#) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : *contrôle des prix des gels hydro-alcooliques*

[Arrêté du 25 avril 2020](#) modifiant l'arrêté du 15 février 2002 fixant la liste des marchandises dont les pharmaciens peuvent faire le commerce dans leur officine : *possibilité pour les pharmaciens de vendre des masques*

→ **Ressources Humaines**

[Arrêté du 24 avril 2020](#) portant dispositions particulières en matière de santé et de sécurité au travail au ministère de la défense en situation d'urgence sanitaire covid-19

Mise à jour des 25 et 26 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Mesures générales de lutte contre l'épidémie / Santé et Hygiène**

Décret n° 2020-466 du 23 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire :

→ [fermeture des établissements au public](#) : ajout de « Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé. » à la liste des lieux autorisés à recevoir du public

→ [délivrance de médicaments](#) : Achat par l'État de certains médicaments pour le compte de l'ANSP et des établissements de santé, possibilité pour le ministre de la santé de faire acquérir des principes actifs pour la fabrication de médicaments

→ **Santé et Hygiène**

[Arrêté du 23 avril 2020](#) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : *limitation de la vente des spécialités pharmaceutiques contenant de la nicotine*

Mise à jour du 23 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Ordonnance – économie et travail**

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19

mesures d'adaptation de la gestion des copropriétés, adaptation du fonctionnement des centres de formalités des entreprises, rémunération des assistants maternels et salariés du particulier employeur, diverses mesures sur le régime d'activité partielle et d'adaptation du droit du travail (consultation CSE), prolongation de divers droits sociaux, prolongation du délai pour l'enlèvement des cadavres d'animaux, faculté de voter un abattement de la taxe due au titre de 2020, mesures sur la recherche, mesures de contrôle des bénéficiaires du fonds de solidarité, ajustement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, soutien financier aux délégataires de service public, possibilité de suspendre le versement des redevances pour occupation du domaine public, dérogations aux CAO et CDSP ; volontaires internationaux en entreprises, syndicats de communes à contribution fiscalisée, modifications des ordonnances portant prorogation des délais échus pendant la crise, conseillers consulaires

→ **Ordonnances – Outre-Mer**

Ordonnance n° 2020-462 du 22 avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, et à l'établissement de l'aide publique pour 2021

Ordonnance n° 2020-463 du 22 avril 2020 adaptant l'état d'urgence sanitaire à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° 2020-464 du 22 avril 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-331 du 25 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale pour son application à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon

→ **Ressources humaines**

Arrêté du 22 avril 2020 portant prolongation de la formation probatoire et réduction de la durée maximale de la formation préalable des candidats à l'intégration directe en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

→ **Santé et Hygiène**

Décret n° 2020-459 du 21 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus : *notamment application du bénéfice des arrêts de travail dérogatoires pour les parents d'enfants handicapés, téléconsultation possible par téléphone*

→ **Données personnelles**

Arrêté du 22 avril 2020 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel afin de permettre aux personnes habituellement domiciliées en outre-mer, confinées et isolées dans l'Hexagone, de disposer d'un réseau d'entraide et de solidarité pendant l'épidémie de covid-19

Mise à jour du 22 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Mesures générales de lutte contre l'épidémie**

Arrêté du 21 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : *Autorisation de transmission de données à caractère personnel à la CNAM et au GIP*

« plateforme des données de santé »

→ **Délais et procédures**

[Décret n° 2020-453 du 21 avril 2020](#) portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 : *Reprise du cours des délais pour l'élaboration de certains actes et de certaines procédures en matière d'assainissement, d'environnement, d'énergie.*

→ **Ressources humaines**

[Arrêté du 21 avril 2020](#) portant prolongation des inscriptions aux concours externe et interne pour le recrutement de conservateurs du patrimoine ouverts par l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture des concours externe et interne pour le recrutement de conservateurs du patrimoine

→ **Santé et Hygiène**

[Arrêté du 18 avril 2020](#) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : *déchets d'activités à risques infectieux*

[Arrêté du 20 avril 2020](#) modifiant l'arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques

Mise à jour du 21 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Logement**

[Décret n° 2020-451 du 20 avril 2020](#) modifiant le décret n° 2019-1574 du 30 décembre 2019 relatif aux ressources prises en compte pour le calcul des aides personnelles au logement

→ **Ressources humaines**

[Arrêté du 17 avril 2020](#) portant adaptation pour la session de printemps 2020 des épreuves des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

→ **Santé et Hygiène**

[Arrêté du 17 avril 2020](#) modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine

→ **Délais et procédures**

[Décret n° 2020-450 du 20 avril 2020](#) portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'état d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 : reprise des cours des délais pour certains actes et décisions en matière de défense et de nucléaire

→ **Finances**

[Arrêté du 17 avril 2020](#) portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020

Mise à jour des 18 et 19 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Mesures générales de lutte contre l'épidémie**

[Arrêté du 17 avril 2020](#) portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel afin d'évaluer et d'organiser les besoins en termes de quarantaine des étudiants ultramarins en mobilité dans l'Hexagone dans la perspective de leur retour sur leur territoire

→ **Ressources humaines**

[Décret n° 2020-440 du 17 avril 2020](#) portant adaptation des dispositions relatives à la formation initiale des auditeurs de justice et des stagiaires de l'Ecole nationale de la magistrature et à la formation initiale et continue des conciliateurs de justice en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

[Décret n° 2020-441 du 17 avril 2020](#) relatif aux délais d'extension des accords de branche ayant pour objet de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19

→ **Santé et Hygiène**

[Décret n° 2020-447 du 18 avril 2020](#) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : *importation dérogatoire de médicaments*

[Arrêté du 16 avril 2020](#) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : *prolongation des stages en établissements de santé et télémedecine autorisée pour les bilans de masseurs-kinésithérapeutes*

→ **Droit funéraire**

[Décret n° 2020-446 du 18 avril 2020](#) relatif à l'établissement du certificat de décès

→ **Finances**

[Arrêté du 18 avril 2020](#) accordant la garantie de l'Etat à un prêt octroyé par les établissements Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels, Crédit Industriel et Commercial, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Lyonnais, Natixis, Bred Banque Populaire, Société Générale, BNP Paribas, La Banque Postale à la société Fnac Darty SA en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020

Mise à jour du 17 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

→ **Mesures générales de lutte contre l'épidémie**

[Décret n° 2020-432 du 16 avril 2020](#) complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : *précisions complémentaires pour l'application en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie Française, possibilité de mettre en quarantaine toute personne arrivant dans les territoires d'Outre-Mer, quelle que soit sa provenance (contre la provenance de Métropole ou autres TOM avant*

→ **Entreprises et personnes de droit privé – Aides financières**

[Décret n° 2020-433 du 16 avril 2020](#) modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation : *modifications des critères d'attribution*

→ **Ressources humaines – Adaptation du droit du travail**

[Décret n° 2020-434 du 16 avril 2020](#) relatif à l'adaptation temporaire des délais et modalités de versement de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail

[Décret n° 2020-435 du 16 avril 2020](#) portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle

[Arrêté du 16 avril 2020](#) portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail

Mise à jour du 16 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

➤ Ordonnances

[Ordonnance n° 2020-430 du 15 avril 2020](#) relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire

[Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020](#) portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 :

→ [prolongation des autorisations d'exercice de la médecine](#) (article 1)

→ [fonctionnement des établissements de santé](#) (article 2)

→ [prestations sociales](#) (dont APA et CPH) (articles 3 et 4)

→ [financement et fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux](#) (article 5)

→ [adaptation du droit du travail](#) (apprentis, activité partielle, accords collectifs, indemnités journalières en cas d'arrêt maladie) (articles 6 à 9)

➤ Autres textes

[Arrêté du 15 avril 2020](#) modifiant l'arrêté du 7 février 2007 modifié pris en application de l'article R. 2-1 du code des postes et des communications électroniques et fixant les modalités relatives au dépôt et à la distribution des envois postaux

Rectificatif de l'[Arrêté du 9 avril 2020](#) relatif aux modalités particulières de suivi en service des équipements sous pression pour répondre à des situations résultant de l'état d'urgence sanitaire

Mise à jour du 15 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

[Décret n° 2020-425 du 14 avril 2020](#) portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail

Arrêté du 14 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

→ [télémédecine](#) : ergothérapeutes, psychomotriciens, consultation pour une IVG médicamenteuse

[Arrêté du 9 avril 2020](#) relatif aux modalités particulières de suivi en service des équipements sous pression pour répondre à des situations résultant de l'état d'urgence sanitaire

[Arrêté du 7 avril 2020](#) portant dérogation à certaines dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2010 relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou d'avances ou de subventions ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et de l'arrêté du 19 septembre 1977 relatif à l'attribution de ristournes sur la majoration forfaitaire correspondant à la couverture des accidents de trajet

Mise à jour du 14 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

[Décret n° 2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

[Arrêté du 14 avril 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)

= prolongation des dispositifs jusqu'au 11 mai 2020

Mise à jour du 11 au 14 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

[Décret n° 2020-418 du 10 avril 2020](#) portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19

[Décret n° 2020-419 du 10 avril 2020](#) relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence

sanitaire

[Arrêté du 31 mars 2020](#) relatif aux dispositions transitoires applicables aux redevances de navigation aérienne dans le cadre de l'épisode de covid-19

[Arrêté du 10 avril 2020](#) relatif au prix maximum de vente des gels hydro-alcooliques destinés à l'hygiène corporelle conditionnés dans des contenants spéciaux à destination de personnes morales

[Arrêté du 6 avril 2020](#) modifiant l'arrêté du 30 mars 2020 pris en application de l'article 1er de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative

[Arrêté du 8 avril 2020](#) fixant la date des élections pour le renouvellement des membres des conseils régionaux de l'ordre des vétérinaires et les circonscriptions électorales, ainsi que le nombre de conseillers à élire par région

[Arrêté du 9 avril 2020](#) portant approbation d'une délibération du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins modifiant les délibérations nos B78/2019, B79/2019, B1/2020, B2/2020 et B4/2020 afin de tenir compte des obligations législatives relatives à la gestion de la crise issue du covid-19 applicables aux licences autorisant l'exercice de la pêche du bar dans les zones Nord et golfe de Gascogne

Mise à jour du 10 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

[Décret n° 2020-415 du 9 avril 2020](#) relatif à la prolongation exceptionnelle de la durée maximale d'occupation des emplois de direction de l'Etat en raison de la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

[Décret n° 2020-416 du 9 avril 2020](#) portant dérogation temporaire aux conditions d'application des dispositions relatives au passeport pour la mobilité de la formation professionnelle prévu à l'article D. 1803-6 du code des transports

Mise à jour du 9 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

➤ **Ordonnances**

→ [Institutions locales](#)

Ordonnance n° 2020-413 du 8 avril 2020 visant à assurer la continuité de l'exercice des fonctions exécutives locales durant l'état d'urgence sanitaire

→ [Juridictions et procédure contentieuse](#)

Ordonnance n° 2020-405 du 8 avril 2020 portant diverses adaptations des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif

➤ **Autres textes**

- [Décret n° 2020-410 du 8 avril 2020](#) adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire
- [Arrêté du 7 avril 2020](#) modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine

Mise à jour du 8 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

- [soutien financier des start-up](#)

Avenant n° 1 du 7 avril 2020 à la convention du 28 décembre 2017 entre l'Etat et la Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds national post-maturation "Frontier venture" »)

- [fonction publique](#)

Décret n° 2020-404 du 7 avril 2020 relatif à la prise en charge des frais de repas de certains personnels civils et militaires dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

- [Arrêté du 3 avril 2020](#) prescrivant des mesures temporaires favorisant l'adaptation des entreprises du secteur alimentaire mettant sur le marché des denrées animales ou d'origine animale au contexte des restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19

Mise à jour des 4, 5 et 6 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

Décret n° 2020-400 du 5 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

→ [réquisitions](#) : réquisitions de laboratoires

- [Arrêté du 5 avril 2020](#) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : autorisation pour certains laboratoires de pratiquer des examens de détection du covid-19

- [encadrement des prix des gels hydro-alcooliques](#)

Décret n° 2020-396 du 4 avril 2020 relatif au régime du contrôle des prix de vente des gels hydro-alcooliques dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Arrêté du 4 avril 2020 relatif au prix maximum de vente des produits hydro-alcooliques préparés par les pharmacies d'officine et les pharmacies à usage intérieur

- [application de la loi de finances rectificative](#)

Décret n° 2020-397 du 4 avril 2020 portant modalités d'application de l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 2020 en vue de définir les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat aux opérations de réassurance de certains risques d'assurance-crédit effectuées par la Caisse centrale de réassurance

Arrêté du 3 avril 2020 étendant à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat

aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et son arrêté rectificatif

- [Décret n° 2020-395 du 3 avril 2020](#) autorisant l'acte notarié à distance pendant la période d'urgence sanitaire

- [Arrêté du 3 avril 2020](#) modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine

- [Arrêté du 2 avril 2020](#) portant dérogation temporaire aux conditions de maintien des agréments pour l'exercice des fonctions de pompier d'aérodrome et de chef de manœuvre sur les aérodromes en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

- [Décision du 2 avril 2020](#) autorisant, à titre exceptionnel et temporaire, les distributeurs à détenir et à commercialiser un supercarburant sans plomb non conforme aux spécifications

- [Décision du 2 avril 2020](#) autorisant, à titre exceptionnel et temporaire, les distributeurs à détenir et à commercialiser un supercarburant sans plomb 95-E10 (SP95-E10) non conforme aux spécifications

Mise à jour du 3 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

- Décret n° 2020-393 du 2 avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

→ [délivrance de médicaments](#) : possibilité de faire usage de médicaments à usage vétérinaire en milieu hospitalier

- [Arrêté du 2 avril 2020](#) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

- [Décret n° 2020-394 du 2 avril 2020](#) modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

- [Arrêté du 31 mars 2020](#) modifiant le contingent annuel d'heures indemnisables au titre de l'activité partielle pour l'année 2020

- [Délibération n° 2020/CA/08 du 1er avril 2020](#) modifiant le règlement général des aides financières du Centre national du cinéma et de l'image animée et relative à des mesures exceptionnelles en raison de l'épidémie de covid-19

Mise à jour du 2 avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

➤ **Ordonnances**

- [institutions locales](#)

→ Ordonnance n° 2020-390 du 1er avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020 et à l'établissement de l'aide publique pour 2021

→ Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19

- [rémunération](#)

→ Ordonnance n° 2020-385 du 1er avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

- [adaptation du droit du travail](#)

→ Ordonnance n° 2020-386 du 1er avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle

- [formation professionnelle](#)

→ Ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle

- [entreprises et personnes de droit privé](#)

→ Ordonnance n° 2020-388 du 1er avril 2020 relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles

→ Ordonnance n° 2020-389 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel

➤ **Autres textes**

[Décret n° 2020-383 du 1er avril 2020](#) portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19

Décret n° 2020-384 du 1er avril 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

→ [fermeture des lieux publics](#) : modification de deux activités autorisées à rester ouvertes au public

→ [réquisitions](#) : deux nouvelles réquisitions possibles pour le Préfet (service extérieur des pompes funèbres et tout bien, service et personne nécessaire au fonctionnement des agences de santé publique)

→ [droit funéraire](#) : nouvelles mesures liées aux opérations funéraires

[Arrêté du 1er avril 2020](#) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Mise à jour du 1^{er} avril 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

- [Arrêté du 31 mars 2020](#) complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire
- [Décret n° 2020-377 du 31 mars 2020](#) relatif à l'exercice dans certains territoires d'outre-mer des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien par des personnes ne remplissant pas les conditions de nationalité et de diplôme normalement applicables
- [Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020](#) relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19

Mise à jour du 31 mars 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

- [LOI organique n° 2020-365 du 30 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 \(1\)](#) : suspension de certains délais devant le Conseil Constitutionnel
- [Arrêté du 25 mars 2020 relatif à l'approbation du cahier des charges de l'appel à projets « Projets de recherche et développement structurants pour la compétitivité - covid-19 »](#)
- [Décret n° 2020-369 du 30 mars 2020 modifiant le décret n° 88-1083 du 30 novembre 1988 relatif à l'attribution d'une prime spécifique à certains agents](#)
- Décret n° 2020-370 du 30 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire
 - [déplacements autorisés](#) : restrictions relatives aux transports maritimes
 - [transports de personnes](#) : application des mesures barrières et de nettoyage aux transports maritimes et fluviales
 - réquisition : modification précisée ultérieurement
- [Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises](#)
- [Arrêté du 27 mars 2020 autorisant le rattachement par voie de fonds de concours des recettes provenant des dons versés pour le soutien des entreprises en difficulté face à la crise sanitaire](#)
- [Arrêté du 30 mars 2020 pris en application de l'article 1er de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative](#)
- [Arrêté du 27 mars 2020 relatif au report du terme des délais des arrêtés d'insaisissabilité de biens culturels pendant la période d'urgence sanitaire](#)
- [Décret n° 2020-358 du 28 mars 2020 relatif au contrôle technique de véhicules lourds et des véhicules destinés au transport en commun de personnes](#) : les délais applicables pour ces contrôles techniques reprennent leurs cours

- [Nouvelle fiche technique de la DAJ](#) sur l'ordonnance du 25 mars 2020 relative aux contrats de la commande publique

Mise à jour des 28 et 29 mars 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

➤ **Ordonnances**

→ **entreprises et personnes de droit privé**

Ordonnance n° 2020-341 du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale

Ordonnance n° 2020-353 du 27 mars 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination de titulaires de droits d'auteurs et de droits voisins en raison des conséquences de la propagation du virus covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

→ **adaptation du droit du travail**

Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle

→ **établissements et organismes publics**

Ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire

→ **ressources humaines**

Ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

→ **juridictions et procédures contentieuses**

Rectificatif (erreur matérielle) de l'Ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

→ **délais et procédures**

Rectificatif de l'Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période : précision de « judiciaires » dans « mesures judiciaires d'aide au budget familial »

➤ **Autres textes**

- [Arrêté du 27 mars 2020 modifiant l'arrêté du 13 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

- Décrets des 27 et 28 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

<p>→ déplacements autorisés : prolongation des mesures jusqu'au 15 avril 2020 (au lieu du 31 mars)</p> <p>→ fermeture des lieux au public : modification de l'annexe autorisant certains établissements à recevoir du public : exclusion des activités « villages vacances, maisons familiales et auberges collectives » dans la catégorie « Hôtels et hébergements similaires »</p> <p>→ fermeture des établissements d'accueil des enfants, élèves et étudiants : prolongation des mesures jusqu'au 15 avril 2020 (au lieu du 29 mars)</p> <p>→ réquisition : de matières premières pour la fabrication de masques, des aéronefs civils pour l'acheminement d'équipements de protection individuelle, et de tout établissement nécessaire à l'hébergement ou au stockage (sauf exceptions)</p> <p>→ délivrance de médicaments : encadrement de la délivrance de certains médicaments</p> <p>- Décret portant dispositions relatives aux mandats confiés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics en application de l'article L. 1611-7 du code général des collectivités territoriales</p> <p>- Décret relatif aux compétences du préfet de police en cas de menaces et crises sanitaires graves</p> <p>- Décret portant adaptation des règles funéraires en raison des circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie de covid-19</p> <p>- Arrêté du 28 mars 2020 modifiant l'arrêté du 12 juillet 2017 fixant les listes des infections transmissibles prescrivant ou portant interdiction de certaines opérations funéraires mentionnées à l'article R. 2213-2-1 du code général des collectivités terr</p> <p>- Décret n° 2020-357 du 28 mars 2020 relatif à la forfaitisation de la contravention de la 5e classe réprimant la violation des mesures édictées en cas de menace sanitaire grave et de déclaration de l'état d'urgence sanitaire</p> <p>- Arrêté du 27 mars 2020 relatif à la suspension de l'exploitation de l'aéroport de Paris-Orly à titre temporaire dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire relatif à l'épidémie du covid-19</p> <p>- Arrêté du 28 mars 2020 portant diverses dispositions relatives à l'indemnisation des professionnels de santé en exercice, retraités ou en cours de formation réquisitionnés dans le cadre de l'épidémie covid-19</p> <p>- Décret n° 2020-361 du 27 mars 2020 portant modification du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage</p>
<p>Mise à jour du 27 mars 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)</p> <p>Décret abrogeant le décret n° 2020-83 du 4 février 2020 portant convocation des électeurs pour l'élection des conseillers des Français de l'étranger et des délégués consulaires en application de l'ordonnance du 25 mars</p> <p>Décret n° 2020-337 du 26 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire</p> <p>→ déplacements autorisés : modification pour les vols vers l'outre-mer</p>

- [réquisitions](#) : création de réquisitions des établissements de santé et médico-sociaux
- [délivrance de médicaments](#) : précisions sur l'encadrement de la délivrance de hydroxychloroquine

Mise à jour du 26 mars 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

- 25 ordonnances et leurs rapports au Président de la République (accessibles avec les ordonnances)

→ **santé**

[Ordonnance relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale](#)

[Ordonnance portant dispositions temporaires relatives aux assistants maternels et aux disponibilités d'accueil des jeunes enfants](#)

[Ordonnance relative à l'adaptation temporaire des règles d'instruction des demandes et d'indemnisation des victimes par l'Office national d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infec](#)

→ **social et médico-social**

Ordonnance relative à la prolongation de droits sociaux

Ordonnance relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux

→ **finances et comptabilité publique**

Ordonnance relative à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics

Ordonnance relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19

→ **entreprises et personnes de droit privé**

Ordonnance relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19

Ordonnance portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

Ordonnance portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19

Ordonnance portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19

Ordonnance portant maintien en fonction des membres des conseils d'administration des caisses locales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

Ordonnance relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure

→ [Commande publique](#)

Ordonnance portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

→ [Droit du travail](#)

Ordonnance adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation

Ordonnance portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos

Ordonnance portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421 2 du code du travail

→ [Juridictions et procédures contentieuses](#)

Ordonnance portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

Ordonnance portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif

→ [Délais et procédures](#)

Ordonnance relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

→ [Prolongation de la trêve hivernale](#)

Ordonnance relative au prolongement de la trêve hivernale

→ [Réseaux de communications électroniques](#)

Ordonnance relative à l'adaptation des délais et des procédures applicables à l'implantation ou la modification d'une installation de communications électroniques afin d'assurer le fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques

→ [Affaires étrangères et européennes](#)

Ordonnance relative à la prorogation des mandats des conseillers consulaires et des délégués consulaires et aux modalités d'organisation du scrutin

→ [Etrangers](#)

Ordonnance n° 2020-328 du 25 mars 2020 portant prolongation de la durée de validité des documents de séjour

Autres textes :

- Décret n° 2020-314 du 25 mars 2020 complétant le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

→ [délivrance de médicaments](#) : modification

- Arrêté du 25 mars 2020 complétant l'arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

→ [télémédecine](#) : modification

→ [médecins de prévention réquisitionnés](#)

- [Arrêté du 25 mars 2020 modifiant l'arrêté du 6 mars 2020 autorisant par dérogation la mise à disposition sur le marché et l'utilisation temporaires de certains produits hydro-alcooliques utilisés en tant que biocides désinfectants pour l'hygiène humaine](#)

- [Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 relatif à l'activité partielle](#)

Mise à jour du 25 mars 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

- [rectificatif de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie covid-19](#)

- [écrit n° 2020-299 du 24 mars 2020 portant répartition des crédits ouverts et annulés par la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020](#)

- [Décret n° 2020-297 du 24 mars 2020 relatif aux heures supplémentaires et à leur dépassement dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière](#)

- [Arrêté du 23 mars 2020 portant prorogation de la durée de validité des visites périodiques d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

- [Arrêté du 23 mars 2020 portant prorogation de l'inscription sur les listes d'aptitude opérationnelle des sapeurs-pompiers en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

Mise à jour du 24 mars 2020 : (textes publiés au JO du jour et modifications apportées par eux surlignés en jaune dans le tableau)

- [loi d'urgence pour faire face à l'épidémie covid-19](#)

- [loi de finances rectificative pour 2020](#)

- Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire qui reprend l'essentiel des dispositions des différents arrêtés et décrets déjà en vigueur, à savoir :

- [déplacements autorisés](#) : modification
- [transport de voyageurs et personnes handicapées](#) : aucune modification
- [transport de marchandises](#) : aucune modification
- [interdiction de rassemblement de plus de 100 personnes](#) : aucune modification
- [fermeture des lieux publics](#) : modification
- [fermeture des établissements d'accueil d'enfants, élèves et étudiants](#) : aucune modification
- [limitation des prix de vente de gel hydro-alcoolique](#) : aucune modification
- [réquisition de masques](#) : aucune modification
- Arrêté du 23 mars 2020 prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, qui reprend les dispositions de l'arrêté du 14 mars 2020 non reprises dans le décret du 23 mars ci-dessus, et qui l'abroge :
 - [gel hydro-alcoolique](#) : aucune modification
 - [distribution de masques](#) : aucune modification
 - [délivrance de médicaments](#) : modification
 - [établissements de santé](#) : aucune modification
 - [télémédecine](#) : modification